

# Le sens [du] commun

Le terme « commun » connaît aujourd'hui un renouveau incontestable. Les mouvements de citoyens se multiplient pour montrer que de nombreux biens de la vie courante – qu'ils soient matériels ou immatériels – échappent aux logiques du marché et doivent être l'objet de partages. Difficile toutefois de définir le commun. Au mieux, un antonyme peut nous aider : le commun s'oppose au particulier. Les communautés qui aujourd'hui s'auto-organisent sur les territoires cherchent à déterminer ces communs qui visent non seulement l'amélioration des conditions de vie et de bien-être, mais également l'émancipation des individus par le collectif. Le commun est cette part de collectif que nous avons en nous, partant du principe que le tout dépasse la somme des parties. Les groupes de citoyens luttant pour des formes d'auto-organisation et d'auto-gestion ont de quoi séduire. Ils proposent – parfois sans le dire – une organisation de l'action collective prenant ses distances avec les partis politiques. Quelques limites surgissent néanmoins : d'abord le label auto-proclamé donc potentiellement contestable de ces mouvements citoyens ; ensuite le caractère circonscrit de l'action, des intérêts et des revendications. L'enjeu est bien là : si la réflexion sur les biens communs doit être au cœur de toute action politique, la question de l'échelle des définitions de ces communs nécessite d'être posée. Jusqu'où, dans une nation, doit-on accepter des communs territoriaux ? Au-delà du délitement de notre système politique, espérons que les prochaines échéances électorales nationales remettront au cœur des débats le rôle du législateur dans la définition des communs et de l'intérêt général. ◉

Renaud Payre



## Actions des élus

**Corinne Soulanet,** citoyenne non-encartée, directrice d'association, élue du 1er arrondissement, adjointe aux politiques culturelles et initiatives économiques, sociales, solidaires et écologiques.

### **Bonjour, en quoi consistent vos missions ?**

Faire du lien entre les citoyens, les initiatives et les institutions. Les besoins et envies de développer l'économie circulaire font naître, par exemple, un projet de Maison de l'Économie Circulaire (MEC) où les citoyens pourront se former à la réparation ou confection de produits de beauté ou d'entretien. Seront présents une Boîte-à-dons, un lombricomposteur, des distributions de paniers frais et produits secs... Ce projet mobilise de nombreux citoyens et acteurs de l'arrondissement. Je me dois d'être présente afin d'accompagner et faciliter les démarches, toujours beaucoup trop longues à mon goût.

### **Quelles initiatives vous ont marquée ?**

Celles qui partent de la base, des besoins ressentis, exprimés et solutionnés. Ces micro-initiatives qui répondent à une véritable demande, formulée par un collectif de citoyens, sur la volonté de faire du beau au cœur de la ville avec les escaliers Prunelle ou de nourrir en commun des lombrics pour produire ensemble du compost. Toutes ces petites choses qui nous unissent un temps et permettent de se connaître, lesquelles, ajoutées aux plus grandes comme le lancement commun en septembre de la saison culturelle, nous aident à mieux vivre.

## Créer du lien pour faire avancer des projets.

**Son objectif : faire du lien social en s'appuyant sur des initiatives portées par les citoyens et collectifs. Sa mission : mettre en réseau les acteurs culturo-économico-socio-écologico-solidaires.**

La feuille de route confiée à Corinne Soulanet dans l'arrondissement par Lyon Citoyenne & Solidaire est claire. Elle a permis par exemple aux nombreux acteurs culturels présents sur le 1er de réfléchir ensemble à une possible appropriation de l'ancienne école nationale des beaux-arts (ENBA) inoccupée. Déjà réunis, ils ont évoqué l'idée de créer une coopérative culturelle pour gérer un espace dédié, ouvert sur la quartier et la Métropole, à l'image de la Belle de Mai et des friches berlinoises.

Plus spécifiquement, les libraires et bouquinistes de l'arrondissement ont été invités à soutenir l'initiative municipale des Boîtes-à-Lire. Ce sont eux qui ont impulsé la première, place Morel, favorisant son succès auprès des riverains, aujourd'hui nombreux à la consulter et échanger des livres par ce biais. Quatre nouvelles boîtes ont fait leur apparition fin août : à vous de les trouver !

De cette rencontre pourrait naître courant 2017 une Fête du Livre sur le 1er, englobant éditeurs, imprimeurs et centre ressources du quartier.

Les détritiques aussi peuvent être au centre de l'attention de nombreuses familles, pour certaines en attente de pouvoir alimenter les lombrics en déchets organiques. Formés par l'association mandatée, les volontaires transmettent leur savoir aux participants afin de nourrir correctement les petites bêtes et produire un engrais de qualité à partager. Car, finalement, on peut parler d'autres choses que de la pluie et du beau temps avec ses voisins.

## En toute liberté

### Justin Trudeau vs François Hollande

Justin Trudeau vs François Hollande :

L'un revient sur la déchéance de la nationalité en place au Canada, quand l'autre l'envisage. L'un réfléchit sur la légalisation du cannabis, l'autre clôt le débat.

L'un favorise les droits et les choix individuels, pacifiant une société multiculturelle, quand nous fragmentons notre société au nom de l'anti-communautarisme.

L'un choisit la relance économique, l'autre un plan de rigueur.

L'un engagé dans la transition écologique met en place une plateforme participative accessible à tous, repense l'avenir des autochtones et crée un conseil de jeunesse du 1er Ministre, bref pense le Canada de demain. Et nous ? Cette comparaison interroge sur l'hyperpersonnalisation et la représentativité des élus dans notre modèle politique.

Restons optimiste. Des initiatives citoyennes émergent, le mouvement 15-M des indignados en Espagne entraînant Podemos; Occupy Wall Street à New-York (détonateur de la candidature de Bernie Sanders); le printemps érable des étudiants québécois, Alternatiba -500 000 citoyens autour du questionnaire climatique...

Une question centrale dans nos réflexions et nos débats au GRAM : comment associer initiatives citoyennes et institutions pour s'adapter à la société d'aujourd'hui et surtout de demain? Pour une politique «plus rassembleuse, plus positive, pour redonner l'espoir [...]» (Justin Trudeau)

Benoît Bautheney ☺

## Friches

### Merci Patron ! Merci Ruffin !

Voilà un film qui réussit le pari incroyable de démonter le système LVMH –ses accointances avec le politique, ses méthodes de barbouzes, le mépris pour les petits- et de nous redonner une incroyable envie de se battre. C'est l'histoire de l'éléphant qui a peur de la souris. Lorsque Bernard Arnault rachète le groupe LVMH, il jure la main sur le cœur qu'il n'y aura pas de licenciements massifs. Des années plus tard, Ruffin rencontre, parmi d'autres, Jocelyne et Serge Klur, exemples-types de travailleurs laissés sur le carreau. Licenciés d'une entreprise sous-traitante, ils n'ont pas

retrouvé d'emploi et sont menacés de perdre leur maison. Du constat que les personnes désespérées sont les plus dangereuses naît une idée un peu folle : menacer le groupe d'alerter les médias, attaquer le groupe LVMH sur ce qu'il a de plus précieux, leur image de luxe, en espérer, dans un coup de bluff incroyable, une compensation financière. Et ça va marcher ! Si elle ne change pas le monde, cette fable par l'absurde nous procure la joie intense d'une vengeance par procuration des petits sur les grands.

Sortie DVD le 6 octobre. ☺

# Logement : comment y entrer, comment s'en sortir ?

**Le logement est une problématique croissante, c'est aussi l'une des plus complexes à analyser tant les données et les mécaniques (privées, publiques ou hybrides) qui le régissent sont nombreuses. Si l'accession à la propriété peut aisément s'entendre dans un parcours de vie, doit-elle nécessairement être une injonction, une finalité ? Peut-on penser d'autres modèles -mixtes, coopératifs, évolutifs- comme il en existe ailleurs ? Notre pays, 6ème puissance économique mondiale, peut-il faire l'économie d'une réflexion de fond en termes de valeurs, de droits et d'égalité face au logement ? 3,8 millions de personnes sont mal-logées dont près d'1 million sans logement. 12 millions de personnes sont fragilisées et pourraient basculer dans le mal-logement, près d'1 million d'autres est contraint de vivre au domicile parental...**

« Références disponibles sur [gram-metropoles.org](http://gram-metropoles.org) »

On ne peut appréhender la crise du logement sans analyser ses causes mais aussi ses nombreux symptômes. Le logement est un marqueur social, socle fondamental de l'autonomie de l'individu. Il participe à l'épanouissement personnel et social.

Il est aussi le vecteur d'une meilleure santé, synonyme d'économies publiques.

Le logement est le socle de la réalisation de l'individu en tant que citoyen ; il définit comment nous nous inscrivons dans la cité et comment nous avons « droit de cité » dans notre pays ; sans logement ou mal-logé, comment trouver un emploi, vivre en couple, recevoir des amis, divorcer, fonder une famille, quitter ses parents, obtenir des droits conditionnés à l'exigence d'une quittance de loyer ? Combien de travailleurs pauvres, d'étudiants, de retraités, de familles monoparentales galèrent au quotidien sans autre préoccupation que la peur du lendemain et l'impossibilité d'accéder au simple statut de citoyen dans son entière légitimité ? Devons-nous nous taire aussi devant les conditions de logement infamantes que nous réservons à ces gens qui fuient des pays en guerre ; n'est-il pas ici juste question de dignité ?

A combien se chiffrent la douleur, la peur, l'angoisse, la maladie et ses comorbidités liées au « non-logement » ou au « mal-logement » en termes d'analyse politique programmatique ? Quelle compensation pour ces parents, grands-parents qui, par solidarité intra-familiale, permettent à un grand nombre de nos concitoyens de se loger dignement, en espérant un jour pouvoir s'en dispenser ?

Ne doit-on pas s'indigner, se rebeller, s'insurger devant cet état de fait où la part des uns fait le désespoir des autres ? Notre ambition n'est-elle pas assez forte pour supporter un effort supplémentaire de charge et nos politiques sont-ils trop faibles pour l'affronter plutôt que fanfaronner sur quelques chiffres trompeurs ?

Autant de questions qui ne peuvent rester sans réponse.

Le monde change, plus impitoyable à l'encontre des faibles, des malchanceux, des accidentés ; le logement est une priorité absolue, autant que l'air et l'eau ; il est vital à l'Homme pour définir son humanité. Il faut entamer un vaste programme de rénovation sociale et revoir au plus vite la problématique du logement sur notre territoire. Même si on note quelques avancées mal articulées (Fond

de Solidarité au Logement, Droit Au Logement Opposable, loi SRU, modération des loyers...), elles sont encore trop inefficaces et bien en deçà de ce qu'une politique marquée à gauche se doit de penser.

## Un enjeu structurel

La France est l'un des pays européens où les loyers sont chers : pour des biens de même type, un Parisien paiera 2,4 fois plus qu'un Madrilène et 1,9 fois plus qu'un Berlinois. Si les loyers étaient du même niveau qu'en Allemagne, à revenu égal, on ferait en moyenne 250 € d'économie par mois pour un appartement de 60 à 70 m<sup>2</sup>.

Le gouvernement avait un objectif de 500 000 mises en chantier par an pour rattraper le retard ; les réalisations ne sont que de l'ordre de 350 000 unités annuelles. L'une des solutions est de lutter contre la pénurie en remettant dans l'économie réelle de l'argent qui va aujourd'hui intégralement sur les marchés financiers comme :

> le Fonds de réserve des retraites, dont les actifs s'élèvent à plus de 36 milliards d'euros, dont 59% sont en actions au 31 décembre 2015 ... et rien en immobilier depuis sa création en 2001 !

> les Assurances : l'État dans les années 80 a sollicité les compagnies nationales pour qu'elles mènent, à sa place, une politique de développement du logement locatif.

Après cette période, entre 1992 et 2002, les compagnies d'assurance alors privatisées, ont diminué leur engagement locatif de 40 %, passant d'un stock de 100 000 logements à 60 000 environ. Les compagnies d'assurance-vie ne détiennent plus qu'environ 3% de leurs actifs en immobilier depuis 2005 contre plus de 10% au début des années 1990.

En France, les institutionnels (fonds de réserve, assurances, fonds de pension...) détiennent moins de biens immobiliers résidentiels que leurs voisins comme l'Allemagne ou les Pays Bas. Il suffirait en conséquence de modifier le code des assurances pour prévoir que les sociétés d'assurance consacrent 20% par exemple de leur collecte annuelle (24,6 milliards en assurance vie en 2015) dans la construction de logements.

L'investissement d'une partie des actifs de ces fonds (retraite et assurance) en immobilier ne coûterait pas un euro au budget de l'État et aurait pour effet secondaire de relancer l'économie, car comme le dit le dicton, quand le bâtiment va, tout va !

## Et au Gram ?

Nous nous interrogeons donc sur le bien-fondé de dispositifs d'aide qui soutiennent l'achat pour des multipropriétaires qui espèrent, au mieux, une rente de leurs investissements et, au pire, spéculent sur les prix de l'immobilier. Que dire des aides de l'État qui encouragent ces acquisitions et soutiennent dans le même temps un niveau important des loyers via les APL ?

Les tentatives de régulation du marché n'ont pas prouvé leur efficacité à maintenir une mixité sociale et économique dans les quartiers. Nous pensons la ville avec un cœur, celui de quartiers où le vivre-ensemble est soutenu par une présence diversifiée d'habitants et d'activités. L'échelle supra-urbaine développée par les grands cabinets d'architectes, flattant les egos « pharaoniques » de certains élus et cantonnant chaque quartier dans une seule orientation (dortoir, bureaux, commerces...) ne tient pas compte de la vie quotidienne de ses habitants obligés de « migrer » d'un point à un autre de la ville plusieurs fois par jour. Il faut donc penser l'intégration des projets de construction ou de réhabilitation par rapport à ce lieu de vie. Un des points d'actions important concerne l'aménagement des rez-de-chaussée. Quel que soit le type d'activité, son intégration dans le quartier permet de répondre à des problématiques de sécurité, en apportant de la vie tout au long de la journée ; de développement durable, en réduisant les déplacements selon les activités implantées ; de ville démocratique en développant les lieux de rencontres et d'échanges ; en favorisant les mixités générationnelles, sociales, professionnelles et en articulatif plus les projets entre architectes, urbanistes et paysagistes.

Aussi il nous paraît important de penser le logement pour tous les citoyens et non pas pour une catégorie comme nous pouvons le voir parfois. Une politique de logement doit permettre à chacun d'avoir un logement adapté à sa manière de vivre, à ses envies et ses besoins. Il est donc crucial de favoriser l'innovation et de varier les formes d'habitats. Comme nous le voyons au travers des expérimentations : de l'habitat coopératif, à l'habitat intergénérationnel mais aussi partagé, modulable, recyclé... Des idées et des solutions existent, alors essayons.

## Chiffres

Bonnet d'âne pour la Métropole de Lyon qui occupe la plus mauvaise place en termes de ségrégation banlieues/ville-centre.

En 15 ans, Lyon a intégré le Top 10 des places européennes lui conférant aujourd'hui le statut d'Aire urbaine européenne à dominante « affaires » selon le Commissariat général à l'égalité des territoires.

25% des locataires lyonnais ont des revenus inférieurs au taux de pauvreté. Depuis 2006 au niveau national, l'accès à la propriété, après avoir été florissant au début des années 90, n'a cessé de décroître pour les classes les plus pauvres, et de se développer pour les plus riches.

Lyon, comme Toulouse, Nantes, Grenoble et Rennes, se caractérise par la forte disparité de logements occupés par des personnes à très faible et très haut revenus.

35% des faibles revenus accèdent à la propriété alors que 72% des plus riches sont propriétaires. La construction florissante de logements, soutenue par les dispositifs d'État, fait apparaître une nouvelle classe de propriétaires dont la finalité des investissements est purement spéculative, augmentant la place du loyer dans le budget mensuel des foyers, au détriment de la culture, de la santé... Tension accrue par le fait que les villes-centres sont souvent des villes universitaires dès lors incapables de répondre à la demande étudiante.

## EXPÉRIMENTATIONS DANS LE MONDE

Repenser le logement en s'inspirant d'expérimentations innovantes intégrant mixité générationnelle, évolution urbaine et développement durable.

**L'habitat groupé ou participatif**  
La propriété individuelle des maisons ou des logements cohabite avec le partage de certains locaux. L'architecture privilégie l'esprit communautaire mais chacun garde toutefois son indépendance. Le regroupement des équipements collectifs, d'espaces verts ou des voitures en un même lieu encourage les relations entre personnes et facilite la vie quotidienne. La gestion au jour le jour est assurée par les résidents.

**L'habitat partagé**  
Pour aider les personnes âgées à mieux vivre leur quotidien, l'habitat partagé développe des solidarités nouvelles, intergénérationnelles et interculturelles. Les hébergés (jeunes, étudiants, adultes en formation...) et hébergeurs (personnes âgées seules ou isolées) sont mis en relation pour une cohabitation solidaire fondée sur un engagement réciproque. En échange de l'occupation à titre gracieux du logement et tout en conservant son indépendance, la personne hébergée apporte une aide bénéfique à son hôte.

**L'habitat modulable**  
Il s'agit de produire de grands logements dont les cloisons peuvent être déplacées et permettent d'anticiper l'effet yoyo d'une cellule familiale (naissance, séparation, remariages...). L'idée peut être également appliquée aux résidences étudiantes en permettant de réunir plusieurs studios pour constituer une colocation dont le coût serait partagé, mais aussi aux maisons individuelles telle que la maison « partage » qui propose une surface intégrant un espace de vie autonome indépendamment du reste de la maison ou à laquelle on accole une pièce pouvant accueillir un proche ou être louée (Effort Rémois, Société COREB). Au-delà de leur caractère modulable, ces appartements ou maisons sont potentiellement générateur de revenus.

**L'habitat recyclé**  
Container City a été conçue en 2000 et réalisée en 2001 sur les Docklands de Londres. Il s'agissait de recycler des containers maritimes réutilisés sous forme d'unités d'habitation empilées. Bien qu'initialement conçu pour répondre à des contraintes économiques d'urgence, ce projet a suscité un tel intérêt qu'il a été repris ailleurs en Europe notamment en Hollande avec la constitution de mini villages dans le quartier de Bijlmermeer au sud d'Amsterdam abritant 1500 étudiants dans des immeubles de 5 étages avec supermarché, café, local à vélo pour un loyer de 250 euros. En France, il a réussi à percer au Havre et commence à séduire la région parisienne.

## Brèves

### CA MARCHÉ !

Le Chili, 45ème pays selon son PIB par habitant, distribue l'énergie gratuitement depuis quelques mois car l'énergie solaire y est abondante. L'Uruguay, 44ème pays selon le PIB par hab., génère 95% de son électricité à partir d'une production renouvelable. Plus qu'un choix d'investissement, il s'agit d'une volonté politique.

### NEGAWATT :

En 2011, l'association négaWatt avait alerté, au travers de son rapport « Scénario négaWatt », les citoyens sur la nécessité écologique et la possibilité économique de mettre en place LA transition énergétique. Afin de mettre à jour ce scénario, par rapport aux évolutions techniques et politiques, l'association a besoin de soutien : <http://www.negawatt.org/nous-soutenir-p33.html>

Soutenez leur mouvement pour amplifier les actions en faveur de la transition énergétique nécessaire à l'avenir.

### METROPOLES D'EQUILIBRE :

Selon Olivier Bianchi, Maire de Clermont-Ferrand dans Acteurs de l'économie, d'autres métropoles sont possibles. Et si la création de métropoles d'équilibre, basées sur les spécificités territoriales et les bassins de vie, était la solution pour un développement territorial plus équilibré ?

### LA BELLE DEMOCRATIE

La Journée de Transition Citoyenne a vu fleurir nombre d'événements le 24 septembre dans toute la France ; l'occasion sur les sites où sont implantés des mouvements citoyens ayant répondu à l'appel de Saillans (commune de la Drôme reprise en main aux dernières municipales par un collectif d'habitants) de présenter La Belle Démocratie.

Cette proposition de regroupements citoyens autour d'une appropriation démocratique des pouvoirs par des collectifs d'habitants a permis la création d'Assemblées Locales. Support d'expression dotées d'élus, elles seront le réceptacle de comptes rendus de ses représentants en lieu et place des partis politiques.

### Prochains rendez-vous

**Mardi 8 novembre à 19h30** venez prolonger le débat et alimenter nos réflexions sur les évolutions possibles dans le monde du travail.

Nous aurons le plaisir de recevoir Guillaume Duval - rédacteur en chef d'Alternatives Economiques.

Rendez-vous à la Maison des Passages.

## Coup de...

### ... Pouce

**L'Union européenne était un immense espoir, ne la laissons pas se défaire.**

Profitons du départ du Royaume-Uni pour faire cesser le terrorisme du néo-libéralisme qui ne voit dans l'Eurogroupe et le Conseil Européen qu'un immense conseil d'administration de multinationales qui a privé un nombre croissant d'Européens des moyens du minimum vital, travail, logement, santé, transférés vers le 1% des profiteurs.

Sauvons l'Europe en la transformant en une source de bonheur, quitte à ne plus être 27. Pourquoi ne pas chercher à identifier un groupe de pays volontaires pour partager une politique d'investissement et d'harmonisation fiscale et sociale et réguler le partage du travail et de la richesse plutôt que le calibre des œufs de poule ? ☺

### ... Gueule

**Quand l'accès à l'eau devient un enjeu politique...**

Reconnu droit fondamental depuis 2010 par l'ONU, l'accès à l'eau potable a été supprimé cet été à plusieurs familles sans domicile, présentes au jardin des Chartreux (Lyon 1er). La coupure des fontaines a démultiplié l'élan de solidarité des habitants, qui se sont mobilisés pour apporter (notamment) des packs d'eau à ces familles avec enfants, dans un élan d'indignation similaire à celui provoqué par la fermeture des bains douches de l'arrondissement.

Que dire ensuite de la problématique de l'accès aux piscines à Lyon ? Toute comparaison serait hasardeuse, mais la récurrence de la thématique s'inscrit dans la ville-centre de la Métropole après l'annonce de la fermeture prochaine de la piscine (aux anciens tarifs municipaux) de Gerland. Que dire enfin de l'interminable feuilleton estival sur l'accès aux bains de mer pour certaines femmes ?

...tout va à vau-l'eau ! ☺

## Abonnez-vous & adhérez



**GRAM**  
Centre de Mémoire & d'Action Métropolitain

**Deux formules d'abonnement, afin d'être assuré de recevoir les prochains numéros chez vous :**

- Formule de base : 5 € - 4 numéros/an
- Formule encouragement : 10 € ou plus - 4 numéros/an
- Envoyez-nous un mail à : [gram-metropoles.gramophone@ouvaton.org](mailto:gram-metropoles.gramophone@ouvaton.org)
- Ou envoyez-nous un courrier à :  
GRAM - gramOphone, 5 rue du Bon Pasteur, 69001 Lyon

Pour adhérer au GRAM, rendez-vous sur la page dédiée de notre site : [www.gram-metropoles.org](http://www.gram-metropoles.org)

Vous avez aimé le journal ?

Aidez-nous à financer les prochains numéros par un don sur le

« Pot commun » : [www.lepotcommun.fr/pot/17f49pfg](http://www.lepotcommun.fr/pot/17f49pfg)

Directrice de la publication : Nadine Coquaz -

Comité de rédaction : Benoît Bautheney, Clémence Capron, Éric Gonnnet, Jean-Jacques Gury, Géraldine Le Gal, Corinne Pauget, Thierry Relave -

Conception graphique et maquette : OF Design - Réalisation : GRAM - Impression : Imprimerie Reboul